

23 PAPERS IEMed.



**LES RÉSEAUX SOCIAUX :
UNE ARME À DOUBLE TRANCHANT
POUR LES MOUVEMENTS SOCIAUX ET LEUR LUTTE
CONTRE LE « POUVOIR » EN ALGÉRIE**

Laurence Thieux

IEMed.

European Institute of the Mediterranean

Consortium formed by:



Board of Trustees - Business Council:

Corporate Sponsors



Partner Institutions



PapersIEMed.

Published by the European Institute of the Mediterranean

Coordinator: Lucas Medrano

Proof-reading: Neil Charlton

Layout: Núria Esparza

ISSN: 1888-5357

Legal deposit: B 10792-2017

March 2020

IEMed.

The IEMed is a think tank for the identification and interpretation of the challenges in the Euro-Mediterranean area and for the preparation of proposals to confront them. It offers spaces for reflection and debate as well as advice and assistance to cultural and cooperation projects in the Mediterranean. Moreover, it promotes the participation of civil society in the Euro-Mediterranean space through several networks and in collaboration with entities from the social, economic and cultural worlds.

The **PapersIEMed.** collection seeks to approach the study of key issues on the current Euro-Mediterranean agenda. Its objective is to provide a new and original view of these issues through the publication of painstaking analyses by recognised experts and researchers in this field.

CONTENTS

Les réseaux sociaux : une arme à double tranchant pour les mouvements sociaux et leur lutte contre le « pouvoir » en Algérie*

*Laurence Thieux***

INTRODUCTION	6
LES RÉSEAUX SOCIAUX ET LES SOULÈVEMENTS POPULAIRES : QUELQUES PISTES THÉORIQUES	10
LES RÉSEAUX SOCIAUX : UNE BOUFFÉE D'OXYGÈNE POUR UN ENVIRONNEMENT HOSTILE AUX PROJETS ASSOCIATIFS AUTONOMES	16
Technologies et instruments numériques en Algérie : quelques données	17
L'usage d'Internet et la politisation de la jeunesse algérienne à partir de 2011	18
Le Hirak et les réseaux sociaux à partir de 2019	21
Des mécanismes de répression, manipulation et clonage moins efficaces sur le net	24
CONCLUSIONS	26
BIBLIOGRAPHIE	30

*Cet article s'inscrit dans le cadre des résultats du projet de recherche « Crises et Processus de changement régional en Afrique du Nord : implications pour l'Espagne », financé par le ministère espagnol de l'Économie et de la Compétitivité (CSO2017-84949-C3-3-P) (2017-2020).

**Professeure de Relations internationales de l'Université Complutense de Madrid,
Membre du Groupe de recherche sur les sociétés arabes et musulmanes de l'Université Castilla-La Mancha

Introduction

Les mobilisations massives contre le « pouvoir » en Algérie, qui ont débuté en février 2019, ont non seulement forcé la démission du président Abdelaziz Bouteflika, candidat à un cinquième mandat et finalement lâché par l'armée, mais elles sont aussi en train de bousculer les fragiles équilibres qui avaient assuré la continuité du système politique algérien. L'irruption du peuple sur l'échiquier politique mérite réflexion et, plus particulièrement, les ressorts d'une mobilisation aussi inédite qu'inattendue par la grande majorité de l'élite politique algérienne. La réappropriation de l'espace public par la population algérienne, et surtout sa jeunesse, est un phénomène appelé à s'inscrire dans la durée. Les marches du vendredi et les manifestations des étudiants chaque mardi n'ont pas cessé¹ et les revendications portent clairement sur un changement profond du système politique visant une démocratisation en profondeur de ses mécanismes de gouvernance. Loin de désamorcer le mouvement, l'élection présidentielle, le 12 décembre 2019, a bien au contraire intensifié la contestation populaire contre une feuille de route qui ne répond pas aux attentes des manifestants. En effet, ni l'élection du nouveau président, Abdelmadjid Tebboune, ni la formation du gouvernement Djerad, ni le décès du chef d'état major de l'armée Ahmed Gaïd Salah, n'ont désamorcé la contestation du mouvement populaire.

Les médias sociaux et les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), comme ce fut le cas des vagues de protestations anti-autoritaires de 2011 dans plusieurs pays de la région MENA, ont sans aucun doute joué un rôle central dans le processus de mobilisation. L'appel anonyme à manifester, le 22 février 2019, a été transmis par les réseaux sociaux qui ont vite essaimé le message à travers Facebook, Twitter, Instagram, et Youtube. L'espace virtuel n'a pas seulement contribué à casser le mur de la peur, il a aussi permis d'assurer une participation massive et d'assurer la transmission de messages clefs pour préserver le caractère pacifique des manifestations (le contrôle des slogans et leur organisation : horaires, itinéraires des marches afin d'éviter la confrontation avec les forces de sécurité).

Le rôle des réseaux sociaux et des NTIC dans le déclenchement, le prolongement dans le temps, la coordination des différentes actions et le début d'articulation entre les différents secteurs doit être analysé au regard des évolutions/transformations de la société algérienne au cours des deux dernières décennies².

En effet deux changements structurels sont à prendre en compte pour expliquer la durée, l'ampleur et l'extension des manifestations contre le régime politique algérien : d'un côté, la croissance rapide du nombre de jeunes qui ont intégré l'enseignement supérieur en Algérie au cours des deux dernières décennies (leur nombre a été

1 Au moment de la rédaction de ce texte (février 2020), les Algériens manifestent pour la cinquantième semaine consécutive. Voir : <https://www.tsa-algerie.com/la-facon-dagir-du-pouvoir-est-de-nature-a-alimenter-la-contestation/>

2 Depuis la fin de la décennie noire marquée par le conflit des années 90 l'Algérie a été le théâtre de nombreuses révoltes localisées ainsi que de mouvements sociaux qui, à partir de 2013, ont été très présents dans le sud du pays.

multiplié par 4 de 425 000 en 1999 à 1,7 million en 2019 parmi lesquels un tiers sont des étudiantes) (Meyer, 2019). Par ailleurs, l'augmentation rapide de l'usage des NTIC avec un taux de pénétration des smartphones de 119 % qui augmente aussi très rapidement (7 millions entre 2016 et 2017) ainsi que la rapide expansion de l'utilisation des réseaux sociaux sur les smartphones (une augmentation de 19 % depuis 2017).

Un retour sur l'évolution récente de la société civile, les réseaux sociaux et l'activisme des jeunes au cours de la dernière décennie permet de comprendre les tenants et les aboutissants du mouvement populaire qui a réussi à modifier le paysage politique algérien. Cependant, rien ne permet encore d'affirmer qu'il permettra l'adoption de réformes structurelles, et le rôle que les réseaux et les NTIC vont jouer dans les étapes suivantes.

L'information est au cœur des nouvelles luttes et expressions de pouvoir, « l'ère des fake news », de la manipulation numérique, une ère où le contrôle sur les citoyens et l'accès à leurs données constituent aussi une arme de pouvoir. (Miller, 2019). Les réseaux sociaux sont ainsi à la fois une arme puissante pour informer, influencer, convaincre mais aussi désinformer, manipuler et discréditer, une arme que les États, les armées, les entrepreneurs politiques entendent aussi maîtriser pour atteindre leurs objectifs.

Le rôle des médias sociaux dans les soulèvements populaires de 2011 a fait l'objet de débats controversés : certains ont limité leur rôle à un simple détonateur alors que d'autres ont, au contraire, soutenu que leur poids a été déterminant pour expliquer l'ampleur et la nature des mobilisations populaires (Coskun, 2019 ; Skinner, 2011). Dans le cas algérien, il est indéniable que les réseaux sociaux ont constitué un outil essentiel dans l'émergence du Hirak. Ils ont facilité l'expression de la citoyenneté algérienne dans toute sa diversité tout en aboutissant à un rassemblement unique et convergent contre le système politique algérien. Cet espace virtuel de substitution à la destruction du tissu social algérien est devenu en quelques années un outil d'engagement citoyen d'une jeunesse qui semblait s'être détournée du politique. De nombreux exemples que nous analyserons plus loin en témoignent. Si le rôle des médias sociaux a été étudié comme facteur d'explication des soulèvements populaires, leur impact postérieur sur le développement, l'articulation et la construction de projets politiques de transition a été beaucoup moins abordé. Il s'agira donc d'analyser, en tenant compte des défis politiques auxquels l'Algérie fait face, le rôle des réseaux sociaux dans l'émergence d'une nouvelle société civile algérienne porteuse de changements politiques. Cette réflexion nous mène à appréhender la façon dont les nouvelles technologies de l'information, qui façonnent une communication intra personnelle non hiérarchisée sans leader et constituées

essentiellement de jeunes relativement éduqués, peuvent se transformer en mouvement structuré et organisé pour devenir une force de proposition dans les processus de transition politique.

Il s'agira aussi d'identifier les limites et les contraintes qui pèsent sur l'activisme on line. Bien que les plateformes et médias sociaux ne soient pas interdits en Algérie, le pouvoir a tenté de limiter l'accès à Internet durant les manifestations. Il s'agit, par ailleurs, d'une pratique habituelle en Algérie.

**Les réseaux sociaux et les soulèvements populaires :
quelques pistes théoriques**

À partir de 2011, la présence des médias électroniques, le recours aux NTIC (smartphones principalement) et leur rôle dans la diffusion des appels à manifestation ainsi que la production et la diffusion d'informations en continu ont donné naissance à de nouveaux énoncés tels que la « révolution numérique arabe » ou même avant la « révolution twitter », en référence, en 2009, à la vague de protestation qui a suivi en Iran la réélection de Mahmoud Ahmadinejad (Tusa, 2013).

La révolution technologique, médiatique et informative introduite par la généralisation d'Internet et l'accès aux réseaux sociaux a en effet entraîné des changements profonds dans les sociétés arabes et musulmanes en permettant une autonomisation et une individualisation du traitement de l'information (Flichy, 2008). L'accès aux réseaux sociaux renforce la position de l'individu comme seul juge et arbitre de l'information qu'il reçoit, partage ou produit. Tout individu peut avec son smartphone et les médias sociaux, publier, recevoir, partager des informations, opinions, images, lancer des initiatives. Il ne s'agit plus de récepteurs passifs d'informations, mais d'émetteurs d'avis, d'opinions, de critiques, de refus. En effet, Loveluck (2008) argumente que le débat en ligne est un exercice d'apprentissage permettant d'accéder à des ressources politiques qui permettent de construire un discours argumentatif renforçant ainsi la vigilance et la dénonciation citoyenne. Cette autonomisation et appropriation citoyenne de l'Internet sont des éléments fondamentaux à prendre en compte dans l'analyse du rapport entre mobilisation sociale et nouvelles technologies de l'information. Le passage de l'espace virtuel au réel ainsi que la consistance du lien social créée par les réseaux sociaux sont des aspects fondamentaux qui restent encore largement inexplorés. Les slogans scandés dans les nombreuses manifestations du Hirak que l'on retrouve aux quatre coins de la géographie algérienne, pétris d'humour, de références globalisées et expression d'une lecture politique et de l'histoire de l'Algérie en rupture avec le discours unique promu par le pouvoir, rendent compte aussi de ce processus de l'autonomisation de l'individu par rapport à ces narratives officielles en permettant une prise de parole libérée aussi bien dans l'espace virtuel que politique (Fabbiano, 2019).

Les réseaux sociaux sont aussi au cœur des nouvelles luttes et expressions de pouvoir, des espaces virtuels où différents acteurs politiques et économiques tentent, algorithmes aidant, de conquérir les autres utilisateurs dans l'objectif d'avoir une place au côté du reste des médias. Le contrôle des données des utilisateurs, leurs opinions, leurs valeurs est un instrument économique et de pouvoir, manipulable et manipulé par les entrepreneurs politiques (Miller, 2019).

Ce nouvel espace d'influence et de pouvoir est aussi bien convoité par les tenants de l'ordre établi comme par ceux qui le contestent. Si les réseaux sociaux ont été fortement

investis par le mouvement populaire et les nouvelles formes d'activisme débouchant sur les mobilisations populaires, le pouvoir algérien essaye aussi de contrôler ce champ d'action en le censurant ou en le détournant de ces objectifs initiaux. À la veille des élections présidentielles de décembre 2019, deux hashtags se sont répandus sur Twitter, #L'Algérie_vote et #Ne_parle_pas_en_mon_nom, destinés à freiner l'abstention et la contre-offensive des trolls du pouvoir pour contrecarrer l'influence du Hirak. Ces trolls et « bots » – logiciels automatiques – ont été massivement mobilisés par le pouvoir pour discréditer les militants du Hirak (Chellali, 2019).

Trois fonctions principales attribuées aux NTIC et aux médias sociaux dans les soulèvements populaires peuvent être distinguées : la mobilisation, la coordination et la documentation.

Les réseaux sociaux donnent du sens à l'action collective en jouant un rôle d'amplificateur, un des prérequis essentiels de l'activisme politique et social (Cardon, 2010). Dans le cas de l'Algérie, l'immobilisme du régime algérien a évidemment, au cours de la dernière décennie, provoqué des dissidences multiples, individualisées et collectives, qui ont été pour la plupart exprimées et diffusées dans l'espace virtuel pour manifester cette opposition. C'est précisément l'absence d'environnement favorable à l'expression autonome de la société civile et de la citoyenneté en général qui a converti les réseaux sociaux et l'Internet en espaces privilégiés d'expressions alternatives. La construction d'une narrative opposée à celle affichée par le pouvoir à travers les médias sociaux s'est donc fortement déployée dans les nouveaux espaces virtuels. Durant la décennie qui a précédé le Hirak, favorisées par la révolution technologique permettant d'explorer de nouveaux espaces d'expression sur le net dans un environnement fortement répressif, de nouvelles initiatives dans le monde associatif ont vu le jour, portées par une jeunesse aspirant à se libérer de la tutelle de leurs aînés. Des blogs comme « Sawt al Nissa »³ visant à renouveler le discours féministe, ou l'animation d'actions collectives relevant de l'action caritative ou de l'action écologique sont autant de signes de cette nouvelle conscience citoyenne, qui a trouvé sa première expression dans l'espace virtuel (Thieux, 2018). Le Hirak s'inscrit dans le prolongement de ces actions et a permis aussi de donner un nouvel élan à cette nouvelle citoyenneté. De nouvelles applications citoyennes ont depuis été créées pour accompagner ce mouvement, comme l'application Netlagaw visant à connecter entre elles les actions citoyennes (Ben Mohamed, 2019).

L'activisme politique et social repose aussi sur deux fonctions essentielles : la participation et la communication ; il s'agit là de la transmission de valeurs, de principes, d'idées et de visions sociales et politiques qui font de la communication une étape

3 Sawt Nissa, créé à Constantine comme un compte Facebook est devenu un espace de réflexion, partage et dénonciation contre le harcèlement sexuel, inspiré par le collectif égyptien HarrasMap. Son objectif est de renforcer les liens de solidarité avec les victimes et de développer une nouvelle approche sur ces questions de société.

cruciale pour que les mouvements sociaux gagnent en ampleur. L'usage des réseaux sociaux permet ainsi une diversification des sources de l'information et active des mécanismes de renforcement des convictions individuelles. Les réseaux sociaux permettent ainsi aux mouvements sociaux d'élargir la diffusion de leurs messages et de reconnaître ceux qui partagent les mêmes idées.

Les processus d'action politique mis en place à travers les stratégies et les tactiques utilisées par les activistes du mouvement social afin de déstabiliser l'adversaire et d'obtenir un gain politique sont élargis par les NTIC. Ainsi, le passage au collectif et à l'acte à partir d'un espace virtuel approché individuellement requiert des mécanismes que les réseaux sociaux et Internet facilitent. Ces répertoires d'action sur lesquels repose l'action collective, pour reprendre ici l'analyse d'Offerté, comprennent trois éléments clefs : le nombre, l'expertise et le scandale (Boullier, 2013). Parmi ces derniers, l'expertise est fondamentale dans la gestation des mouvements sociaux : « [...] il faut que, du côté du nombre, se rangent les experts [...] » indique Offerté. L'opinion des élites, des personnes qui jouissent de crédibilité et de légitimité est fondamentale dans ce processus. Dans le cas algérien, les points de vue, appels à manifester de personnalités et des groupes de la société civile, journalistes reconnus, membres des professions intellectuelles, collectif des avocats, magistrats, enseignants, médecins ont renforcé la crédibilité du mouvement et ont alimenté les manifestations d'autres collectifs, étudiants, diplômés chômeurs.

Outre le rôle central des médias sociaux – qui rendent visible l'adhésion de certaines personnes (instigateurs) du mouvement, ce qui pousse et encourage d'autres citoyens à y adhérer – d'autres considérations doivent être prises en compte comme les variables économiques et sociales. En effet, l'exercice de ces dimensions de pouvoirs à travers les réseaux sociaux ne peut pas être dissocié des conditions sociopolitiques et des contraintes politiques relatives aux libertés individuelles qui ont poussé les Algériens à descendre dans la rue. Ainsi, en Algérie, les réseaux sociaux ont permis, dans un environnement légal et politique très répressif⁴, l'expression de revendications sectorielles, d'élans de solidarité, de nouvelles consciences citoyennes.

Enfin, de nombreux travaux convergent sur la capacité d'Internet à renouveler les formes traditionnelles de participation politique, qui vont au-delà des principes politiques d'élection et de représentativité. Dans de nombreux cas, l'utilisation d'Internet et des réseaux sociaux permet l'extension des échanges en dehors des espaces de participation institutionnels, manifestant aussi des dynamiques d'individualisation et d'autonomisation par rapport aux formes institutionnalisées de participation politique.

4 Voir à ce sujet les rapports du REMDH : <https://euromedrights.org/fr/publication/le-droit-a-la-liberte-de-reunion-dans-la-region-euro-mediterraneenne/>

Ces espaces discursifs alternatifs permettent aussi à des citoyens ordinaires de prétendre au leadership. Ce qui permet de rompre avec le système de légitimité qui, dans un État autoritaire comme l'Algérie, passe nécessairement par l'État (légitimité historique, ancienneté dans les organisations paragonnementales, appartenance aux réseaux clientélistes et cercles de pouvoir). Le reste des citoyens en est exclu et leur légitimité en tant qu'acteurs politiques niée de fait. Les réseaux sociaux et Internet offrent une alternative et les conditions nécessaires à l'exercice d'une participation politique efficiente en garantissant l'accès à l'information, le droit à l'expression et des espaces de débat.

Les réseaux sociaux : une bouffée d'oxygène pour un environnement hostile aux projets associatifs autonomes

En contraste avec l'environnement hostile qui caractérise le cadre légal, politique et administratif pour la société civile algérienne qui aspire à développer des projets en autonomie par rapport à l'État, l'environnement numérique a été en Algérie, au cours des dix dernières années, plutôt favorable. On entend par « environnement numérique » l'ensemble des technologies et des instruments numériques, les usagers et les pratiques qui le rendent possible.

Technologies et instruments numériques en Algérie : quelques données

L'introduction de l'Internet en Algérie remonte aux années 1990 dans le secteur de l'enseignement universitaire et de la recherche. Son utilisation s'est, par la suite, étendue au reste de la société par les cybercafés. L'entreprise privée GECOS est le deuxième fournisseur d'accès à Internet dans le pays. C'est, en effet, à la fin des années 1980 que l'Association algérienne des fournisseurs de services Internet (regroupement d'entrepreneurs privés militant pour la promotion des TIC) a commencé à dénoncer les freins au développement de l'informatique en Algérie. C'est le moment où le régime algérien initie son processus de libéralisation économique avec la restructuration des entreprises publiques. Certaines institutions comme l'ORÉE (Observatoire régional économique de l'est) ont aussi joué un rôle ainsi que l'Entreprise nationale des systèmes informatiques⁵.

Pour la première fois, une initiative majeure de développement échappait à l'État faisant que le processus de professionnalisation et de socialisation ait précédé largement l'encadrement institutionnel. L'intégration des TIC suppose aussi l'engagement de catégories professionnelles hétérogènes : entrepreneurs, universitaires, jeunes qui se sont saisis des nouvelles technologies pour en faire autant d'outils d'information, de démocratisation, d'ouverture politique, de création d'entreprise. Il convient de mentionner aussi que ce secteur n'a pas échappé non plus à la mainmise des réseaux tentaculaires de l'élite au pouvoir et que son contrôle représente un nouveau champ de bataille dans le contexte des manifestations contre le système politique⁶.

On peut donc penser qu'en la matière la société algérienne et les différents acteurs qui la composent ont une longueur d'avance sur les institutions. L'État a pendant longtemps exercé un effet inhibiteur et dissuasif sur toute initiative pouvant avoir un impact public majeur. Par ailleurs, les dispositifs de l'administration et les sites officiels algériens ne permettent pas une participation réelle, ni une interactivité avec l'administration, pourtant

5 Voir à ce sujet : <https://www.businessfrance-tech.fr/2018/03/28/les-telecoms-en-algerie-un-marche-tres-fort-potentiel/> et le rapport de l'AFD : <https://issuu.com/objectif-developpement/docs/23-notes-documents>

6 Le conflit opposant l'Autorité de régulation de la poste et de la communication électronique (ARPCE) à l'opérateur SLC, contrôlé par le fils de Khaled Nezzar et ne pouvant plus opérer en Algérie depuis le mois d'août, intervient après la diffusion de vidéos contre l'armée postées par l'ancien ministre de la Défense Khaled Nezzar invitant Gaïd Salah à répondre aux demandes des manifestants. - https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/08/16/en-algerie-l-affaire-nezzar-provoque-une-coupure-d-internet-pour-les-plus-grandes-entreprises_5499998_3212.html

permise par les fonctionnalités de l'Internet. Bien que des projets aient été formellement approuvés à cet effet comme le projet e-Algérie⁷.

L'usage d'Internet et la politisation de la jeunesse algérienne à partir de 2011

L'accès à Internet et surtout l'utilisation des réseaux sociaux à travers les smartphones ont connu en Algérie une expansion rapide au cours de la dernière décennie. L'accès à Internet s'est généralisé avec le lancement de la 3G, fin 2013, et de la 4G, en 2016, permettant une augmentation rapide de l'usage des réseaux sociaux. Les statistiques de Facebook indiquent qu'il y avait, en Algérie, 21 millions de comptes Facebook actifs en 2018, dont 90 % se connectant via les terminaux mobiles (smartphones et autres). Plus de 100 pages Facebook en Algérie avaient plus d'un million de « followers » (Internet World Stats, 2018).

Une enquête menée par le bureau liaison entreprise-université (Bitu- université Frères Mentouri de Constantine) au sein de la communauté universitaire de l'université confirme l'implantation des technologies de l'information et de la communication (TIC) et les nouvelles modalités de communication et liens sociaux parmi les jeunes. Les résultats de l'enquête indiquent que 98 % des étudiants ne communiquent que via Facebook et que 35 % passent plus de 20 h par semaine sur le net (Djekhar, 2019).

L'investissement massif de la jeunesse sur le net n'a pas été abordé sous l'angle de la participation politique ou de l'engagement citoyen. De nombreuses études antérieures à 2019 coïncidaient sur le fait qu'en Algérie la jeunesse était en phase de dépolitisation (Ait Hamadouche, 2012). Un constat fondé aussi sur des études et des enquêtes qui ont montré la désaffection de la jeunesse algérienne vis-à-vis des voies traditionnelles de participation politique ou associative (processus électoraux, militantisme au sein de partis politiques, et associations). L'implication des jeunes dans le tissu associatif ou les partis politiques est en effet marginale en Algérie comme le montre les enquêtes réalisées par le Rassemblement action jeunesse (RAJ) et le CREAD⁸. Les résultats de ces deux enquêtes indiquaient que la jeunesse s'intéressait de moins en moins à la politique en Algérie (2/3 des jeunes enquêtés) et ne se sentaient pas concernés par l'actualité politique (CREAD, 2015).

La jeunesse algérienne ne s'est cependant pas réveillée tout d'un coup, bousculée par la candidature grotesque du président Bouteflika à un cinquième mandat. Nombreux

7 Ce projet, lancé en 2000, visait à améliorer l'accès aux services de communication dans le pays, voir à ce sujet : <https://www.agenceecofin.com/gestion-publique/1102-8897-algerie-le-projet-e-algerie-2013-pietine>

8 L'enquête réalisée en 2017 sur un échantillon de 1 462 personnes dans 41 wilayas indiquait, par exemple, que seulement 2,5 % des personnes enquêtées étaient membres d'une association et seulement 0,2 % était affiliée à un syndicat.

sont les jeunes qui, depuis une décennie, se mobilisaient en Algérie pour des causes et des revendications diverses, mais en empruntant pour cela des voies alternatives aux modes conventionnels de participation au politique (appartenance à un parti politique, participation aux processus électoraux).

Mais c'est grâce aux réseaux sociaux que cette jeunesse a pu se forger une conscience citoyenne à travers de nouvelles modalités d'action politique. Un engagement que les manifestations de 2019 ont exposé au grand jour.

Même si en Algérie les mobilisations en 2011 ont été beaucoup plus timides que dans les pays voisins, des initiatives sur les réseaux sociaux ont surgi comme Algérie plurielle, Citoyen algérien réveillé ou J'accuse l'Algérie ! Ces initiatives citoyennes ont pris la forme d'actions ponctuelles pour soutenir une cause ou dénoncer une injustice. Il s'agit bien souvent de forum de discussion et de partage.

Les jeunes qui, en 2011, se sont engagés à travers les réseaux sociaux dans la création de nouveaux mouvements, comme le Mouvement des jeunes indépendants pour le changement (MJIC), ne représentaient alors qu'un cercle restreint de la jeunesse urbaine éduquée et issue de la classe moyenne (Chena, 2011). Ces mouvements, comme les autres formes plus classiques d'organisations de la société civile, ne sont pas non plus à l'abri des manipulations et des filtrations des autorités. Le MJIC a perdu son influence à partir de 2013, soupçonné d'avoir été infiltré par les services de sécurité algérienne. Une partie de ses militants ont intégré le mouvement Barakat qui s'est mobilisé en 2014 contre la candidature de Bouteflika au quatrième mandat (Moussaab, 2014).

La capacité répressive du régime est, en effet, un élément de poids qui explique le rapide essoufflement de la contestation de la jeunesse en 2011. Plus de 1000 personnes avaient été arrêtées à ce moment-là. Les tentatives de lancer une grève d'étudiants avaient aussi été avortées. Le milieu universitaire algérien avait été très touché par le contrôle et la répression des forces de sécurité depuis la décennie noire. De plus, l'accès à Internet, était encore assez limité en 2011 (cherté et connectivité limitée notamment sur les campus universitaires) et avait alors constitué un autre facteur d'inhibition des mobilisations.

Enfin, il convient aussi de souligner que ce désengagement politique, qui a prédominé durant la décennie antérieure aux mobilisations de 2019, n'exclut pas chez les jeunes l'implication dans d'autres activités citoyennes et qui relèvent aussi de la défense et de la protection des droits des personnes, comme les questions environnementales.

Mobilisés autour de groupes informels (clubs) des réseaux sociaux et sur des questions ponctuelles (santé, patrimoine, culture, environnement), ces mouvements, même si bien souvent éphémères, ont contribué à créer une nouvelle culture citoyenne participative. Ces clubs informels peu structurés ne sont souvent que de courte durée, comme Algerian United, qui s'est formé à Tlemcen dans le but de promouvoir différentes actions citoyennes dans le domaine de la solidarité et de la protection de l'environnement, mais a disparu quelques mois après un lancement très prometteur. D'autres exemples de cet engagement des jeunes se retrouvent dans le bénévolat et les actions de solidarité et humanitaires. En parallèle, l'usage des réseaux sociaux comme espace de transmission du rejet des farces électorales précédentes, comme les élections présidentielles de 2014, est devenu prépondérant. La vidéo de DZJoker Mansotich, vue par 2,5 millions de personnes appelant au boycott des élections, en est un exemple⁹.

Les jeunes Algériens ont su exploiter les avantages que permettent les technologies numériques et leur fonctionnalité communicationnelle et discursive dans un contexte politique très contraignant. La structuration en groupes sur les réseaux sociaux est une première étape : des groupes de jeunes se mobilisent pour une cause ou thématique (exemple d'activités citoyennes reflet des inquiétudes écologiques : activités de nettoyage quartiers, plages...) qui implique un passage à l'action à travers de nouvelles modalités de mobilisation populaire d'intérêt public et collectif (actions civiques, nettoyage, sauvegarde du patrimoine, actions caritatives).

Il convient de noter que la participation aux actions de mobilisation citoyenne et discussions a toujours été imprégnée d'indignation, de dénonciation et d'accusation de l'État et de son incapacité à répondre aux besoins et demandes citoyennes.

La généralisation des TICS a ainsi permis l'émergence et la transformation de nouvelles pratiques politiques : prolifération de réseaux sociaux, sites de débat, portails d'informations, blogs, forums de discussions, journaux électroniques, qui ont facilité l'émergence d'un cyber-activisme citoyen. Ces sites échappent en partie aux contrôles gouvernementaux alors que les médias nationaux privés et publics ont une liberté d'expression contrôlée et encadrée et toujours sujette à l'autocensure en raison des mécanismes de pression que l'État peut activer à tout moment pour les neutraliser. Au cours des 10 dernières années, les internautes algériens ont développé de nouvelles formes d'engagement (youtubers, blogueurs, influenceurs) qui ont créé des sources d'informations alternatives pour ceux qui ne se sentent pas représentés par les médias traditionnels et à partir desquelles se construit une nouvelle narrative.

⁹ Voir par exemple la vidéo de DZJoker : <https://www.youtube.com/watch?v=tcqvHqbQV94>

Si le profil, en 2011, des utilisateurs des médias sociaux – et très impliqués dans la contestation politique et sociale de l'ordre établi – était celui d'une jeunesse urbaine relativement bien éduquée, on a pu observer, au cours des dix dernières années, une décentralisation numérique touchant aussi les villes moyennes et qui a fait aussi que les manifestations et mobilisations en Algérie ne soient pas le seul fait des grands centres urbains.

De nouvelles formes de mobilisation sont apparues dans les régions périphériques comme le mouvement lancé à Ouargla en septembre 2018 « Koulouna Ouargla » (Nous sommes tous Ouargla) porté par une nouvelle génération d'activistes qui entend rassembler l'ensemble des citoyens autour de causes communes et surmonter les divisions ethniques, tribales et confessionnelles qui neutralisent la capacité de mobilisation des citoyens. Cette initiative, qui s'est appuyée sur les réseaux sociaux, a vu le jour après des mois de protestations contre la médiocrité des infrastructures, l'absence de services sociaux et la gestion inepte des autorités locales. Dans un même temps, le mouvement a cherché à transmettre des revendications plus générales afin de formuler une stratégie de développement plus cohérente pour la région, tout en contestant l'incompétence et la mauvaise gestion des autorités centrales et locales (Chenaoui, 2019).

L'expansion des réseaux sociaux a renforcé la visibilité de la contestation dans les régions du sud et autres villes moyennes périphériques. Il n'est pas anodin qu'une ville comme Bordj Bou Arreridj, située à 200 km à l'est d'Alger, considérée comme un pôle économique émergent et connue pour sa production – en plein essor – de matériel informatique et de téléphones cellulaires, soit devenue l'un des symboles de la contestation en Algérie (Kellou, 2019).

Le Hirak et les réseaux sociaux à partir de 2019

À partir du 22 février 2019, les marches du vendredi et du mardi, massives, transversales et nationales, ont réussi à accélérer le processus de reconfiguration politique de l'Algérie. Plusieurs facteurs ont contribué au succès du mouvement : son caractère pacifique, civique, en rupture avec l'image négative souvent véhiculée par les élites politiques algériennes (hittiste ou harraga).

La première manifestation a été lancée et coordonnée uniquement par les réseaux sociaux : à partir de simples messages et de commentaires lancés de façon anonyme

sur les réseaux sociaux le soir du 10 février et appelant à une marche populaire, le 22 février, dans toutes les wilayas du pays, elle a mobilisé des dizaines de milliers d'internautes. L'anonymat de l'appel à manifester était une condition sine qua non pour le succès de cette première marche dans un contexte politique encore marqué par les conséquences de la décennie noire, laquelle a profondément divisé la société et a alimenté une culture du soupçon faisant de la méfiance envers l'autre un sentiment profond et généralisé.

Une fois la dynamique lancée, les réseaux sociaux ont permis aussi d'en assurer la continuité. Les artistes, influenceurs sur le net, rappeurs, supporters de football, commentateurs sportifs, journalistes, personnalités reconnues au sein de la société civile et de l'opposition politique ont contribué, par la suite, à renforcer le mouvement en garantissant que les marches soient suivies par de plus en plus d'Algériens et Algériennes.

Si le rôle des réseaux sociaux en tant que facilitateurs de la mobilisation populaire est clairement établi, le rôle qu'ils ont joué ultérieurement dans la structuration du mouvement est encore un terrain inexploré.

Depuis le 22 février, la société algérienne connaît un phénomène inédit, qui se traduit par une libération de la parole, un foisonnement d'idées et d'initiatives, mais la structuration du mouvement populaire et l'émergence de propositions consensuelles s'imposant pour la préparation de la période de transition peinent à se dessiner. Des partis politiques laminés par des années de jeu ambigu vis-à-vis du pouvoir, une société civile affaiblie – et dont l'enracinement social est fragile – sont autant de contraintes qui freinent la traduction du mouvement en force de proposition concrète pour la nouvelle étape politique de l'Algérie.

Que peuvent donc apporter les réseaux sociaux ? Sont-ils des instruments qui peuvent faciliter ou entraver le processus de reconstruction d'une opposition politique en Algérie ? Contribueront-ils plutôt à l'éparpillement et au foisonnement des propositions (un phénomène aussi naturel dans les premières étapes de transition [voir la Tunisie]) ? Ou permettront-ils plutôt de faciliter l'élaboration de nouveaux projets construits sur une base participative, ouverte, horizontale et en phase avec le mouvement du 22 février ?

Les NTIC apportent, en ce sens, de nouvelles techniques et outils qui sont aussi à la disposition des acteurs du mouvement social pour structurer le mouvement : des sites émergents qui lancent des consultations en ligne (22février2019, NewAlgeria, DZidées)

ainsi que des interfaces qui permettent le vote électronique et l'adoption de propositions permettant de mesurer la popularité et le soutien donné aux initiatives proposées. À titre d'exemple, des sondages sur les réseaux sociaux ont été lancés pour savoir qui serait le meilleur représentant pour organiser l'interlocution avec les autorités¹⁰.

De nombreux exemples illustrent le fait que les réseaux sociaux sont des outils essentiels accompagnant la construction de nouveaux discours, animant le débat et favorisant la réflexion sur les enjeux politiques. Depuis 2019, plusieurs pages Facebook ont été créées dans cet objectif comme le site « Anticonstitutionnellement » destiné à faire connaître le fonctionnement des institutions ou les concepts politiques. Ces initiatives individuelles se caractérisent aussi par le fait qu'elles sont lancées par des personnalités influentes, mais qui n'ont pas toujours d'expérience dans le champ politique, comme le site « Écris ta constitution » lancé le 26 février par le chanteur et leader du groupe Gnawa Diffusion, Amazigh Kateb¹¹.

À cette politisation des contenus partagés sur la toile participent aussi les sites d'information en ligne qui ont permis de relayer les informations sur le Hirak, comme TSA ou Radio M ou, sur les réseaux sociaux, des sites comme Silmiya News, un compte Facebook créé par des étudiants qui a aussi pour mission d'animer des débats politiques et de vulgarisation en matière de culture politique.

D'autres initiatives ont vu le jour dans le but de développer des solutions numériques pour accompagner la transition politique. C'est le cas du Centre algérien d'entrepreneuriat social (ACSE), qui a lancé le « Hack Hirak », un hackathon, dans le but de favoriser l'utilisation des nouvelles technologies au service des aspirations démocratiques des citoyens¹².

Néanmoins, on peut aussi émettre certaines réserves sur le rôle que les réseaux sociaux peuvent jouer dans cette phase de structuration qui passe inévitablement par le dialogue, la confrontation d'idées diverses et la mise à l'épreuve de la pluralité de la société algérienne face au défi de proposer des solutions communes et validées par le plus grand nombre.

Bien que les plateformes comme Facebook, de loin le réseau social le plus utilisé en Algérie, aient facilité, avec l'aide des algorithmes, la propagation rapide du mouvement, elles ont aussi tendance à produire un effet d'amplificateur ou consolidateur de tendances déjà existantes¹³ (effet de tunnel ou entonnoir), qui ne fait que renforcer et

10 Des pages Facebook ont recueilli par exemple près de 10 000 votes pour Mustapha Bouchachi, avocat de renom et militant des droits humains de la première heure et membre du Front des forces socialistes (FFS). Voir : <https://www.observalgerie.com/actualite-algerie/algerie-bouchachi-tabou-islamistes-qui-peut-representer-mouvement-populaire/>

11 Voir à ce propos : <http://www.nticweb.com/dossiers/9731-hirak-des-initiatives-2-0-montrent-le-cap-de-l%E2%80%99alg%C3%A9rie-de-demain.html>

12 https://www.facebook.com/hashtag/hackhirak?source=feed_text&epa=HASHTAG&__tn__=NK-R

13 Les algorithmes de Facebook fonctionnent selon le principe « Qui se ressemble s'assemble » et permettent de mettre en avant les thématiques et les positions correspondant à celles qui vont intéresser l'utilisateur. Facebook permet ainsi de remonter des informations qui vont renforcer les opinions du récepteur.

exacerber les convictions de chacun et limite l'exposition à une pluralité de discours et narratives plus nuancés (Babouche, 2019).

De plus, ces initiatives interviennent dans un contexte autoritaire et le pouvoir en place s'est aussi mobilisé pour lutter contre ces nouvelles formes de cyber-contestation.

Des mécanismes de répression, manipulation et clonage moins efficaces sur le net

Même si les contraintes, les entraves bureaucratiques et autres méthodes répressives utilisées par le régime pour étouffer la société civile algérienne ont été beaucoup moins efficaces sur l'environnement numérique, les autorités ne se sont pas privées d'utiliser Internet pour surveiller, censurer, manipuler et contrôler les activistes internautes. Le recours à la propagation de rumeurs et de « fake news » sur les personnalités émergentes du mouvement populaire est aussi à l'ordre du jour. En Algérie, on les appelle les « mouches électroniques » qui tentent, depuis le 22 février, de promouvoir une contre-révolution en mobilisant des comptes anonymes sur Facebook ou en essayant de pirater ceux des militants les plus actifs. D'autres pratiques ont aussi été adoptées comme l'incitation à la haine et à la violence (appel à la violence contre les femmes qui manifestaient) ou les méthodes classiques de réduction du débit Internet ou le blocage de comptes Facebook.

En effet, des trolls et « bots » – logiciels automatiques – ont été massivement employés par le pouvoir pour discréditer les militants du Hirak. Ces méthodes de désinformation ont été largement utilisées lors des élections présidentielles de décembre 2019, comme le mettent en évidence les deux hashtags sur Twitter, #L'Algérie_vote et #Ne_parle_pas_en_mon_nom, émis par des comptes suspects, dont bon nombre ont été créés quelques jours avant l'émission de ces tweets¹⁴.

Outre l'utilisation de ces méthodes ainsi que des trolls de diffamation et des campagnes de signalements destinées à bloquer les sites les plus influents du Hirak, les blogueurs, militants et journalistes subissent aussi le harcèlement des autorités pour leurs publications sur les réseaux sociaux, comme le dénonce la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'Homme (LADDH)¹⁵.

Mais elles n'ont pas réussi à étouffer le mouvement. Bien au contraire, elles ont donné des raisons supplémentaires aux internautes de poursuivre leur cyberactivisme. Pour

14 Ce sont les conclusions de l'analyse de Marc Owen Jones, professeur assistant à l'université Hamad Ben Khalifa de Doha, qui a analysé plus de 20 000 tweets contenant ces deux hashtags. <https://twitter.com/marcowenjones/status/1177953483116429313>

15 Voir à ce sujet : <http://www.droits-laddh.org/repression-generalisee-du-mouvement-de-protestation-en-algerie-les-defenseurs.html>

contrecarrer cette offensive du pouvoir sur le net visant à discréditer le Hirak, d'autres sites ont été conçus pour lutter contre les « fake news » comme le site Fake News DZ visant à démasquer les fausses images et les vidéos relayées sur les réseaux sociaux. On peut aussi citer El Tale 3 qui relaie les initiatives de la société civile et offre des témoignages des militants du Hirak.

Conclusions

En Algérie, le poids des réseaux sociaux dans le renouvellement de l'engagement citoyen dans la vie politique et l'impact des mobilisations citoyennes sur le paysage politique sont étroitement liés à l'absence d'un environnement favorable à toute autre forme d'association et d'expression politique autonome en raison de la mise sous contrôle par l'État ou de la neutralisation de propositions qui viendraient remettre en question les équilibres de pouvoir qui ont dirigé le pays depuis des décennies.

En ce sens, les réseaux sociaux ont permis l'émergence de nouveaux espaces de discussion et de coordination débouchant sur l'action collective et investis par de jeunes acteurs actifs et résolus à changer la donne. Les NTIC et les réseaux sociaux ont constitué ainsi une bouffée d'oxygène pour une société limitée dans son action et dans son expression en favorisant une participation citoyenne.

Cependant, s'ils agissent comme facilitateur de la mobilisation populaire, l'origine de celle-ci est multidimensionnelle : accumulation de frustrations économiques et sociales, jeunesse de la population et perspectives d'avenir bloquées par une classe politique qui a verrouillé le contrôle de l'État et ses ressources depuis des décennies.

Au cours des semaines qui ont suivi les premières manifestations de février 2019 contre le Ve mandat, on a pu constater en Algérie un foisonnement de propositions émanant des partis de l'opposition, de personnalités reconnues ou de plateformes de la société civile. Pour l'instant, leur articulation est encore en phase de discussion. Les divisions sont là. Les réseaux sociaux peuvent certainement contribuer à faciliter ou à renforcer ce processus de dialogue, mais l'impact de l'utilisation de nouvelles techniques participatives et collaboratives sur la toile est encore difficilement mesurable et la structuration du mouvement ainsi que la consolidation de propositions concrètes pour une sortie de crise en Algérie dépendent certainement de nombreux facteurs qui dépassent largement l'utilisation ou non des NTIC et des réseaux sociaux.

La réoccupation de l'espace public par le Hirak répond au besoin de renouer des liens horizontaux brisés par les décennies de violence (années 1990) et de peur, qui, pendant longtemps, ont frustré cette recomposition du corps social. Le leader du RCD Mohcine Bellabas indiquait au sujet du Hirak qu'il avait : « réconcilié les Algériens entre eux, en attendant qu'ils se réconcilient avec leurs institutions, il a réussi à construire une conscience collective »¹⁶. En ce sens, les réseaux sociaux accompagnent ce débat d'idées, mais ne peuvent se substituer aux formes classiques de délibération et organisation, permettant l'émergence d'acteurs légitimes à même de porter le processus de transition politique.

16 Voir l'entretien sur Tout sur l'Algérie : <https://www.tsa-algerie.com/entretien-avec-mohcine-belabbas-president-du-rcd-2/>

Les réseaux sociaux :
une arme à double tranchant pour les mouvements sociaux et leur lutte contre le « pouvoir » en Algérie

IEMed.

La phase de structuration est plus problématique et le rôle des réseaux sociaux y est aussi plus complexe. Ce processus ne peut être issu que d'un débat apaisé, fait de compromis et de nuances, qui échappent bien souvent aux narratives construites sur la toile, laquelle s'empare bien souvent de ce qui choque, tranche, divise et radicalise et s'avère être aussi un espace ciblé par la contre-offensive d'un régime qui se déploie aussi sur la toile.

Bibliographie

BABOUCHE, Y. (2019). Le rôle de Facebook dans le mouvement de contestation algérien. *Tout sur l'Algérie*. Extrait de <https://www.tsa-algerie.com/le-role-de-facebook-dans-le-mouvement-de-contestation-en-algerie/>

BEN MOHAMED, D. (2019). À l'aube d'une nouvelle Algérie. *Le Point Afrique*. Extrait de https://www.lepoint.fr/afrique/a-l-aube-d-une-nouvelle-algerie-02-09-2019-2333065_3826.php

BOULLIER, D. (2013). Plates-formes de réseaux sociaux et répertoires d'action collective. Dans Najjar, S. (dir.), *Les réseaux sociaux sur Internet à l'heure des transitions démocratiques* (pp.37-50). Irmc/Karthala.

CARDON, D. (2010). *La démocratie Internet. Promesses et limites*. Paris : Éd. du Seuil, coll. République des Idées.

CHELLALI, S. (2019). Sur le web, le « Hirak » algérien face à la riposte de « trolls » prorégime. *L'Orient le Jour*. Extrait de <https://www.lorientlejour.com/article/1197756/sur-le-web-le-hirak-algerien-face-a-la-riposte-de-trolls-proregime.html>

CHENA, S. (2011). L'Algérie dans le « Printemps arabe » entre espoirs, initiatives et blocages. *Confluences Méditerranée*, 77 (2), 105-118. doi:10.3917/come.077.0105

CHENAOU, Z. (2019). Dans le sud de l'Algérie, Ouargla la contestataire. *Le Monde*. Extrait de https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/03/01/dans-le-sud-algerien-ouargla-la-contestataire_5429771_3212.html

COSKUN, E. (2019). The role of emotions during the Arab Spring in Tunisia and Egypt in light of repertoires. *Globalizations*, 16(7), 1198-1214. doi:10.1080/14747731.2019.1578017

CENTRE DE RECHERCHE EN ÉCONOMIE APPLIQUÉE POUR LE DÉVELOPPEMENT. (2015). *Rapport principal de l'enquête algérienne sur la jeunesse*. Extrait de <http://www.sahwa.eu/OUTPUTS/Other-publications/Rapport-principal-de-l-enquete-algerienne-sur-la-jeunesse>

DAGHMI, F., TOUMI, F., & AMSIDDER, A. (2013). *Les médias font-ils les révolutions ? Regards critiques sur les soulèvements arabes*. Paris : Éditions l'Harmattan.

DENIEUIL, J. (2013). Le cyberactivisme au prisme des outils numériques de

communication : usages lors de la révolte tunisienne. Dans S. Najjar (Ed.). *Le cyberactivisme au Maghreb et dans le monde arabe* (pp. 107-121). Paris : Éditions Karthala & IRMC.

DJEKHAR, N. (2019). Constantine : l'autre visage du mouvement populaire. *El Watan*. Extrait de <https://www.elwatan.com/edition/actualite/constantine-lautre-visage-du-mouvement-populaire-19-04-2019>

DERRADJI, I.A., & GHERBI, A. (2019). Le Hirak algérien : un laboratoire de citoyenneté. *Métropolitiques*. Extrait de <https://www.metropolitiques.eu/Le-Hirak-algerien-unlaboratoire-de-citoyennete.html>

DJEFAFLA, D. (2012). Les révolutions 2.0 des facebookiens dans l'espace Arabe. *Majallat 'Ulūm al-Insān wa-al-Mujtama*, 188 (947), 1-68. doi:10.12816/0002183

FABBIANO, G. (2019). Le temps long du Hirak: le passé et ses présences. *L'Année du Maghreb*, (21), 117-130. <https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.5334>

FARIS, D. (2012). La révolte en réseau : le « printemps arabe » et les médias sociaux. *Politique étrangère, printemps* (1), 99-109. doi:10.3917/pe.121.0099.

FLICHY, P. (2008). Internet et le débat démocratique. *Réseaux*, (4), 159-185. Extrait de https://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=RES_150_0159#

GLADWELL, M. (2010). Small change: Why the revolution will not be tweeted. *The New Yorker*. Extrait de <https://www.newyorker.com/magazine/2010/10/04/small-change-malcolm-gladwell>

GONZÁLEZ QUIJANO, Y. (2012). *Arabité numérique, le printemps du Web arabe*. Paris : Éditions Sindbad.

GRANJON, F. (2013). Des mobilisations informationnelles du Web participatif aux mobilisations pour l'action dans les rues. Dans S. Najjar (Ed.), *Le cyberactivisme au Maghreb et dans le monde arabe* (pp. 245-258). Paris : Éditions Karthala & IRMC.

INTERNET WORLD STATS. (2018). Extrait de <https://www.internetworldstats.com/af/dz.htm>

HAMADOUCHE, L. D. A. (2012). L'Algérie face au « printemps arabe » : l'équilibre par la

neutralisation des contestations. *Confluences Méditerranée*, (2), 55-67. Extrait de <https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2012-2-page-55.htm>

KELLOU, D. (2019). Bordj Bou Arreridj, l'autre capitale de la contestation en Algérie. *Le Monde*. Extrait de https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/05/03/bordj-bou-arreridj-l-autre-capitale-du-hirak-en-algerie_5457993_3212.html

LOVELUCK, B. (2008). Internet, vers la démocratie radicale ? *Le Débat*, (4), 150-166. Extrait de https://www.cairn.info/revue-le-debat-2008-4-page-150.htm?try_download=1

MERAH, A. (2015). Discours de changement dans les discussions juvéniles en ligne. Dans F. Daghi, F. Toumi, & A. Amsidder (Ed.), *Médias et changements : Formes et modalités de l'agir citoyen* (pp.197-212). Paris : l'Harmattan. doi:10.4074/S0336150016014101.

MEYER, JB. (2019). Les étudiants, clefs du changement en Algérie. *Le Monde*. Extrait de https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/03/11/les-etudiants-cle-du-changement-en-algerie_5434510_3212.html

MILLER, C. (2019). Inside the information wars. *The New Scientist*, 244 (3252), 38-40. [https://doi.org/10.1016/S0262-4079\(19\)31973-6](https://doi.org/10.1016/S0262-4079(19)31973-6)

MONNOYER-SMITH, L. (2011). La participation en ligne, révélateur d'une évolution des pratiques politiques ? *Participations*, (1), 156-185. Extrait de <http://www.revue-participations.fr/articles/2011-1-la-participation-en-ligne-revelateur-d-une-evolution-des-pratiques-politiques/>

MOUSSAAB, H. (2014). Mobilisation civile algérienne : des mouvements sans protestation pour une protestation sans mouvements ? *Algeria Watch*. Extrait de <https://algeria-watch.org/?p=40457>

NAJAR, S. (2013). *Le cyberactivisme au Maghreb et dans le monde arabe*. Paris : Éditions Karthala et IRMC.

SKINNER, J. (2011). Social media and revolution: The Arab Spring and the occupy movement as seen through three information studies paradigms. *Working Papers on Information Systems*, 11(169), 2-26. Extrait de https://aisel.aisnet.org/cgi/viewcontent.cgi?article=1482&context=sprouts_all

THIEUX, L. (2018). Sociedad civil y cambio político y social en Argelia: evolución de discursos y estrategias. *Revista de Estudios Internacionales Mediterráneos*, 25. <http://dx.doi.org/10.15366/reim2018.25>

THIEUX, L. (2019). Algerian youth and the political struggle for dignity: evolution, trends and new forms of mobilisation. *The Journal of North African Studies*, 1-17. <https://doi.org/10.1080/13629387.2019.1665288>

TUSA, F. (2013). How social media can shape a protest movement: The cases of Egypt in 2011 and Iran in 2009. *Arab Media and Society*, 17, 1-19. Extrait de https://www.files.ethz.ch/isn/184966/20130221104512_Tusa_Felix.pdf

IEMed.

The European Institute of the Mediterranean (IEMed), founded in 1989, is a consortium comprising the Government of Catalonia, the Spanish Ministry of Foreign Affairs and Cooperation and Barcelona City Council. It incorporates civil society through its Board of Trustees and its Advisory Council formed by Mediterranean universities, companies, organisations and personalities of renowned prestige.

In accordance with the principles of the Euro-Mediterranean Partnership's Barcelona Process, and today with the objectives of the Union for the Mediterranean the aim of the IEMed is to foster actions and projects which contribute to mutual understanding, exchange and cooperation between the different Mediterranean countries, societies and cultures as well as to promote the progressive construction of a space of peace and stability, shared prosperity and dialogue between cultures and civilisations in the Mediterranean.

Adopting a clear role as a think tank specialised in Mediterranean relations based on a multidisciplinary and networking approach, the IEMed encourages analysis, understanding and cooperation through the organisation of seminars, research projects, debates, conferences and publications, in addition to a broad cultural programme.

